



José E. Pinzón, Secrétaire général de la CGTG :

# La liberté syndicale en danger au Guatemala

par Mathieu Debroux

*José Pinzón, figure emblématique de la CGTG, nous explique la terrible situation et les violations courantes dont sont victimes plusieurs syndicalistes au Guatemala.*

C'est lors de la dernière Conférence internationale du travail, qui s'est déroulée à Genève du 1<sup>er</sup> au 17 juin dernier, que nous avons rencontré José Pinzón, le Secrétaire général de la CGTG – Central General de Trabajadores de Guatemala – l'organisation syndicale guatémaltèque affiliée à la Confédération mondiale du travail. Cette année encore, le Guatemala fut inclus dans la liste des cas traités par la Commission de l'application des normes de l'organisation internationale du travail (OIT). Rappelons qu'en plus du Guatemala, la Commission des normes s'est penchée sur 24 autres cas individuels concernant la liberté d'association, le travail forcé, la discrimination, le travail des enfants, la politique de l'emploi, l'inspection du travail, les salaires, la protection de la maternité et des travailleurs avec des responsabilités familiales, tous

sujets de préoccupation en relation avec les normes de l'OIT. On peut citer les exemples de la Colombie ou du Myanmar, deux pays habitués de la Commission des normes.

## Combattre l'impunité



*« Nous avons voulu que le cas du Guatemala soit traité, car il faut combattre l'impunité qui existe dans*

*notre pays » nous a déclaré José Pinzón. En effet, les circonstances de l'assassinat de deux syndicalistes et la disparition d'un troisième n'ont toujours pas été éclaircies. « Les menaces qui pèsent sur les autres défenseurs des droits des travailleurs et des libertés fondamentales sont légion » poursuit le dirigeant syndical, « nous ne sommes pas ici pour accuser un ministre, mais plutôt l'Etat du Guatemala. Le respect de la liberté syndicale et des droits de l'Homme est une question d'Etat, et le gouvernement se doit d'assumer ses responsabilités en la matière. Nous en avons assez. Ce n'est pas la première fois que nous dénonçons le fait que les droits de l'Homme sont violés dans notre pays. Or, aucune mesure gouvernementale n'a été prise pour que cessent ces violations. Nous avons l'impression que le gouvernement en place est un gouvernement qui fonctionne uniquement pour les entreprises. Les perspectives, en tous cas, ne sont guère encourageantes. »*

## Des Accords de paix bafoués ?



*C'est en 1996, après des années de violence et un bilan de près de 200.000 personnes assassinées, sans compter des milliers d'autres déplacées, que les Accords de paix sont signés au Guatemala. La CMT, la CGTG*





## Deux cas d'atteinte à la liberté syndicale

Rigoberto Dueñas est incarcéré injustement depuis juin 2003 ! Il est dirigeant paysan et Secrétaire général adjoint de la CGTG. Il fut également élu par le mouvement syndical de l'Union guatémaltèque des travailleurs (UGT) pour représenter les travailleurs au sein du Conseil de direction de l'Institut guatémaltèque de sécurité sociale (IGSS). Rigoberto Dueñas dénonça et a voulu combattre les privilèges et trafics d'influence, la corruption et l'impunité au sein de l'IGSS. C'est alors que se produisit un étrange retournement de situation, puisque le 8 juin 2003, il fut arrêté, accusé de fraude et de complicité ! Signalons que le Procureur général et le Chef du Ministère public ont proclamé son innocence, mais il n'y eut rien à faire. A l'heure où nous écrivons ces lignes, Rigoberto Dueñas est en attente de jugement. Plusieurs campagnes sont menées en faveur de sa libération, notamment par la CMT.

Victoriano Zacarias, quant à lui, fut accusé de terrorisme ! Il fut arrêté par les forces de sécurité avec Wilson Carreto et Miguel Ángel Ocho. Ils sont respectivement Secrétaire exécutif de la CGTG, Secrétaire général du Syndicat des pilotes automobiles et connexes du Guatemala, et dirigeants de l'Union des chauffeurs de poids lourds. Notons que trente chauffeurs de poids lourds furent arrêtés dans les mêmes circonstances. Ces arrestations sont motivées par le fait que les syndicalistes ont offert leur soutien aux membres de l'Union des chauffeurs de poids lourds contre la mesure décidée par la municipalité de réduire la circulation de poids lourds dans la capitale. Comme nous l'avons dit, un des chefs d'accusation est le terrorisme ! Nous pouvons déduire que cette action vise à déstabiliser le mouvement syndical.

### Dernière minute !

A l'heure où nous écrivons ces lignes, nous apprenons que suite, entre autres, à la campagne mondiale de sensibilisation menée par la CMT, 29 des 33 chauffeurs de poids lourds ont été libérés, dont les trois dirigeants mentionnés.

« La CMT est reconnaissante pour les marques de solidarité exprimées des 4 coins du monde par l'ensemble du mouvement syndical. Aujourd'hui, la liberté de nos amis syndicalistes reste conditionnelle et il faudra suivre attentivement la procédure. » a déclaré Willy Thys, Secrétaire général de la CMT à l'annonce de leur libération.

Pour plus d'informations : [www.cmt-wcl.org](http://www.cmt-wcl.org)

et la CLAT (Central Latino Americana de Trabajadores, la régionale latino-américaine de la CMT) s'étaient alors félicitées de cette évolution. « Depuis toujours, nous sommes convaincus que la paix n'est possible que sur la base de la justice sociale » continue José Pinzón, « malheureusement, nous sommes aujourd'hui en 2004 et les politiques n'ont pas changées. » En effet, les gouvernements successifs du Guatemala ont poursuivi les politiques d'ouverture économique, de privatisation des services essentiels, d'imposition de mesures fiscales aux plus pauvres et de refus du dialogue. Ajoutons le fait que toute forme d'action sociale fut réprimée, que la pauvreté n'a cessé d'augmenter de même que le manque d'emplois décent. « L'impunité et la corruption sont monnaie courante et la délin-

quance est une réalité que nous ne pouvons éluder ! »

### Un climat d'insécurité



« Etre syndicaliste aujourd'hui au Guatemala est devenu très dangereux. » poursuit le Secrétaire général de la CGTG, « l'insécurité et un climat de menace sans cesse grandissant font partie du quotidien des défenseurs des travailleurs. Alors que nous luttons pour la justice sociale, nous sommes victimes d'incarcérations arbitraires. 33 chauffeurs de poids lourds sont incarcérés et certains d'entre eux accusés de terrorisme ! (Voir encadré). » Tout cela me fait penser aux années 80, quand il était impossible de se mobiliser et que le mouvement syndical fut à pro-

prement parlé liquidé. » conclut José Pinzón.

Plusieurs campagnes de solidarité sont aujourd'hui menées, notamment par la CMT, en faveur de ces syndicalistes. Il est à espérer, aussi, que les normes internationales de l'OIT soient appliquées et respectées partout et plus particulièrement dans des pays comme le Guatemala. ■